



Communes forestières

France

Forêts locales, intérêt général

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

8 JUILLET 2026

Les forêts brûlent. L'État doit être à la hauteur de l'enjeu

Alors que de violents incendies ravagent actuellement plusieurs territoires, Communes forestières France exprime tout son soutien aux populations touchées. La Fédération salue l'engagement des maires qui exercent leurs responsabilités de directeurs des opérations de secours en assurant la protection des populations, l'action remarquable des sapeurs-pompiers qui luttent sans relâche pour contenir les flammes, ainsi que celle de l'ensemble des acteurs de la filière forêt-bois mobilisés sur le terrain.

Communes forestières France sera pleinement aux côtés des communes sinistrées dans les semaines et les mois à venir afin de les accompagner et de porter leurs demandes. **Mais une évidence s'impose : on ne pourra pas reconstruire éternellement, si on n'anticipe pas davantage.**

Investir aujourd'hui ou payer demain

Chaque nouvel incendie rappelle le coût humain, économique et environnemental de l'inaction, sans compter les impacts sur la santé publique.

Investir dans la prévention n'est pas une dépense : c'est un choix de responsabilité. Les études montrent qu'**1 euro investi dans la prévention permet d'éviter près de 29 euros* de dépenses liées aux dégâts et à la reconstruction.**

Dans le contexte budgétaire actuel, réduire les moyens consacrés à la forêt serait une erreur. C'est précisément aujourd'hui qu'il faut investir davantage dans la prévention, l'adaptation des forêts, la gestion durable et l'accompagnement des collectivités.

Les forêts : nos meilleures alliées face à la chaleur

Les images, ces derniers jours sur les réseaux sociaux, révélant l'écart spectaculaire de température entre un espace artificialisé et un espace arboré montrent aussi à quel point les arbres et les forêts sont indispensables face au changement climatique. Les forêts rafraîchissent les territoires, stockent du carbone, protègent la biodiversité, préservent la ressource en eau, maintiennent les sols et fournissent une matière première renouvelable indispensable à la transition écologique.

Encore faut-il que ces forêts existent demain. Les laisser disparaître par manque d'anticipation serait un échec collectif. **La forêt doit devenir une priorité nationale.**

*Sources : [notes p.2 de notre contribution à la stratégie nationale DFCI - mars 2025](#)



Il est temps que l'État passe de l'écoute à l'action

Depuis plusieurs années, Communes forestières France alerte sur l'accélération des risques : incendies de grande ampleur, crises sanitaires, sécheresses, tempêtes et dépérissements.

Face à cette multiplication des crises, notre Fédération porte une proposition : **créer une cellule nationale d'anticipation dédiée à la forêt et à la filière bois, déclinée dans les territoires**. À ce jour, cette proposition n'a toujours pas été mise en œuvre.

L'État ne peut plus se contenter d'une écoute bienveillante. Il doit désormais mettre en place les outils permettant d'anticiper plutôt que de subir.

Cette cellule aurait notamment pour mission de :

- analyser les risques forestiers et leurs interactions ;
- construire des scénarios d'évolution des massifs forestiers ;
- anticiper l'évacuation, la valorisation et les flux de bois après crise ;
- définir les stratégies d'équipement et de prévention ;
- agréger les données nationales, régionales et locales pour éclairer les décisions ;
- capitaliser sur les retours d'expérience des territoires ;
- accompagner l'acculturation des populations aux risques.

Les élus ont besoin de ces éléments pour mettre en œuvre les aménagements nécessaires.

Un conseil d'administration extraordinaire le 22 juillet

Face à la gravité de la situation, Communes forestières France réunira son conseil d'administration en urgence le 22 juillet afin d'évaluer les conséquences de cette nouvelle vague d'incendies et de préparer les mesures d'accompagnement des communes touchées.

L'État doit assumer ses responsabilités

Les élus des Communes forestières sont engagés chaque jour pour adapter les forêts au changement climatique, prévenir les risques et assurer une gestion durable de ce patrimoine. Ils ne pourront pas relever seuls ce défi.

Parce que les forêts rendent des services essentiels à l'ensemble de la société, leur adaptation et leur renouvellement doivent relever d'un engagement durable de la Nation.

Communes forestières France appelle l'État à faire de la forêt une priorité politique, budgétaire et stratégique. Il ne s'agit plus seulement de réparer les catastrophes. Il s'agit enfin de les anticiper.